

Mission NOVELLI 2008 rapport 2009 concession de plage

Toutefois, le délai accordé à certains exploitants pour démolir leur installation n'a de sens que s'il n'équivaut pas à repousser l'obligation dans un long terme improbable. Ainsi un report à douze ans en fin de nouvelle concession paraît inacceptable. Le délai de trois ans a été fréquemment envisagé lors des rencontres de la mission avec les occupants des plages. Enfin, si en dépit de la proposition de délai, la négociation reste inachevée à la fin de la concession précédente, l'Etat se doit d'utiliser progressivement l'arsenal juridique mis à sa disposition pour faire respecter partout la loi : une dernière AOT annuelle de transition puis un procès-verbal de grande voirie à l'occupant sans droit ni titre, accompagné d'une demande au juge d'une astreinte à caractère définitif. De même, aucun délai n'est proposé pour les constructions installées en toute illégalité sur les plages

Maintenir l'exigence de la démontabilité des installations mais accepter une période de transition pour la démolition des installations « en dur » régulièrement autorisées Pour incarner l'absence de droits réels sur une plage, il est impératif de conserver l'obligation générale de démolition, en début de concession, des constructions non démontables ou transportables situées sur le domaine public maritime. Mais certaines situations rencontrées présentent de réelles difficultés pour libérer la plage avant la signature d'une nouvelle concession lorsque celle-ci arrive (ou est arrivée) à échéance. Aussi, lorsque les dispositions prévues par le décret sont difficiles à appliquer sans délai, il est proposé que la signature de la concession anticipe à titre exceptionnel la libération de la plage, à condition qu'elle s'accompagne d'un engagement écrit des sous-concessionnaires concernés à transformer leur équipement en bâtiment démontable au cours d'un délai déterminé, en précisant les étapes de la démolition. Il s'agit donc d'autoriser les services déconcentrés à négocier, au cas par cas, un délai raisonnable de démolition dont l'engagement signé par les exploitants serait inclus dans la procédure de concession. Ce délai pourrait certes fausser la mise en concurrence lors du premier renouvellement de la concession mais il permettrait d'obtenir à moyen terme le résultat souhaité. Toutefois, le délai accordé à certains exploitants pour démolir leur installation n'a de sens que s'il n'équivaut pas à repousser l'obligation dans un long terme improbable. Ainsi un report à douze ans en fin de nouvelle concession paraît inacceptable. Le délai de trois ans a été fréquemment envisagé lors des rencontres de la mission avec les occupants des plages. Enfin, si en dépit de la proposition de délai, la négociation reste inachevée à la fin de la concession précédente, **l'Etat se doit d'utiliser progressivement l'arsenal juridique mis à sa disposition pour faire respecter partout la loi : une dernière AOT annuelle de transition puis un procès-verbal de grande voirie à l'occupant sans droit ni titre, accompagné d'une demande au juge d'une astreinte à caractère définitif. De même, aucun délai n'est proposé pour les constructions installées en toute illégalité sur les plages.**